

TABLE DES MATIÈRES

Présentation	7
par Jean-Marie PONTIER et Emmanuel ROUX	
Sommaire	11
Nucléaire et transition énergétique : antinomie, harmonie, hétéronomie ? ..	13
par Jean-Marie PONTIER	
I. La redéfinition de la politique énergétique	16
A. <i>La politique énergétique et la transition énergétique</i>	16
B. <i>Les engagements internationaux et européens</i>	19
C. <i>Les défis à surmonter</i>	20
II. La place du nucléaire dans la transition énergétique	23
A. <i>Le plafonnement de la capacité totale d'électricité d'origine nucléaire</i>	23
1. <i>Les dispositions de la loi</i>	23
2. <i>La décision du Conseil constitutionnel</i>	25
B. <i>Le nucléaire et la politique énergétique prévue par la loi de transition énergétique</i>	28
1. <i>Les conséquences de la décision de réduire la part du nucléaire</i>	28
2. <i>La programmation pluriannuelle de l'énergie</i>	29
a. <i>Les documents de planification de l'énergie</i>	29
b. <i>Les dispositions de la loi et leur application</i>	31
C. <i>Le nucléaire comme atout</i>	33
III. Le renforcement de la sûreté nucléaire	36
A. <i>Le contrôle des sous-traitants</i>	37
B. <i>Le nouveau contrôle des sites</i>	38
« Le nucléaire dans la loi française de transition énergétique : beaucoup d'ambiguïtés »	41
par Jacques PERCEBOIS	
I. La libéralisation du secteur électrique modifie les mécanismes de formation des prix de l'électricité.....	42
II. La principale urgence : réformer les mécanismes de soutien aux énergies renouvelables	44
III. Ne pas délaisser le nucléaire, une énergie « bas carbone » et qui reste un « socle » compétitif car largement amorti	47

Transition énergétique et impacts sanitaires	51
par Jean-Claude ARTUS	
Introduction	51
I. L'importance du débat sur la Transition énergétique	52
II. Les impacts sur la santé dus aux productions énergétiques	54
A. <i>En premier lieu, les atteintes directes aiguës</i>	54
B. <i>Les effets directs mais chroniques et (ou) aléatoires</i>	56
C. <i>Les atteintes indirectes à la santé, celles de l'environnement</i>	59
Conclusion	63
La transition énergétique, argument de mise à l'arrêt de la centrale nucléaire de Fessenheim ?	65
par Muriel RAMBOUR	
I. Une centrale nucléaire sur les bords du Rhin	68
II. Les arguments à l'appui de la mise à l'arrêt de Fessenheim	69
A. <i>Le discours politique</i>	69
B. <i>La réalité des évaluations de sûreté</i>	70
III. Un nouveau dispositif juridique pour la « fermeture » des centrales nucléaires	74
A. <i>Le cadre juridique classique de « fermeture »</i>	74
B. <i>Les impératifs calendaires</i>	76
C. <i>L'argument du changement de politique énergétique</i>	78
IV. Principe de réalité énergétique et contraintes économiques	79
A. <i>la recherche de fermetures alternatives ?</i>	79
B. <i>Un impact économique notable</i>	82
L'habilitation du gouvernement à légiférer par voie d'ordonnance : examen du projet d'ordonnance portant diverses dispositions en matière nucléaire	89
par Laurence CHABANNE-POUZYNIN	
I. Le recours aux ordonnances dans le volet nucléaire de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte	91
A. <i>L'évolution du volet nucléaire dans le projet de loi sur la transition énergétique</i>	91
B. <i>Les principales dispositions du volet nucléaire de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte</i>	92
1. <i>Le volet Transparence</i>	92
2. <i>Le volet Sous-traitance</i>	93
C. <i>Le volet Modification et Démantèlement d'INB</i>	94
D. <i>Le volet Responsabilité civile nucléaire</i>	95
E. <i>Le volet Habilitation du Gouvernement à agir par voie d'ordonnances</i>	96
II. Examen du projet d'ordonnance portant diverses dispositions en matière nucléaire	97

<i>A. Une gestion responsable et sûre du combustible utilisé et des déchets radioactifs</i>	98
<i>B. La sûreté nucléaire, la transparence et les INB</i>	100
<i>C. Les activités nucléaires relevant du code de la santé publique</i>	103
<i>D. Les mesures de contrôle et sanction gradués des dispositions relatives à la protection des matières nucléaires</i>	105

La transition énergétique dans le risque augmenté à Taïwan
De l'établissement d'un régime d'indemnisation pour les dommages nucléaires en Asie orientale et au plan international.....107
 par Chen Chun-Sheng
 Préambule – De l'importance de l'établissement d'un système de réparation pour les dommages nucléaires en Asie orientale et au plan international après la catastrophe de Fukushima.....107

I. Aperçu du régime d'indemnisation des dommages nucléaires dans chaque État d'Asie orientale	108
<i>A. En Chine continentale : tendances liées au développement de l'énergie après Fukushima en l'absence d'une loi sur l'énergie atomique</i>	108
<i>B. En Corée du Sud</i>	110
1. <i>Au Japon</i>	110
2. <i>À Taïwan</i>	111
II. L'établissement d'un régime international d'indemnisation pour les dommages nucléaires après la survenance de l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima.....	112
<i>A. Les raisons, possibilités et nécessité de l'établissement d'un régime de réparation des dommages</i>	112
<i>B. La création d'un régime international de réparation des dommages nucléaires</i>	113
Conclusion	114

La Transition Énergétique est au Carrefour L'expérience de Taïwan115
 par Ming-Shiou CHERNG, Ren-Chuan KAO et Donatien H.-T. CHANG
 Introduction
 115 |

Le plafonnement de la production d'origine nucléaire (L'article 187 de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte).....119
 par Michaël VARESCON

I. Motivations ayant conduit au mécanisme de plafonnement.....	121
<i>A. Absence de durée de fonctionnement d'une installation nucléaire de base</i>	121

B. <i>Les motifs d'un arrêt d'une installation nucléaire de base</i>	123
1. <i>Le choix de l'exploitant nucléaire qui décide de la fermeture d'une installation nucléaire et déclare son arrêt définitif</i>	123
2. <i>En cas de risque grave pour les intérêts protégés</i>	123
II. <i>Mise en œuvre du mécanisme du plafonnement</i>	125
A. <i>Rappel des autorisations nécessaires à la création d'un réacteur nucléaire</i>	125
1. <i>Au titre du régime des installations nucléaires de base (code de l'environnement)</i>	125
2. <i>Au titre du régime des installations de production d'énergie (code de l'énergie)</i>	126
B. <i>Les conditions de mise en œuvre</i>	126
1. <i>L'appréciation du plafond</i>	126
2. <i>La demande d'autorisation d'exploiter</i>	128
3. <i>Les actes administratifs</i>	128
III. <i>Conséquences de la mise en œuvre du mécanisme de plafonnement</i>	128
A. <i>L'arrêt d'une installation nucléaire de base</i>	128
B. <i>L'abrogation ouvre droit à une éventuelle indemnisation</i>	129

La loi relative à la transition énergétique : un étrange véhicule pour l'encadrement et la limitation du recours aux prestataires et à la sous-traitance dans le nucléaire..... 131

par Marc LÉGER

1. <i>Le cadre général de la sous-traitance en droit français</i>	132
2. <i>Les précédents juridiques à l'encadrement de la sous-traitance dans le domaine nucléaire</i>	133
2.1. <i>L'arrêté du 10 août 1984 relatif à la qualité de la conception, de la construction et de l'exploitation des installations nucléaires de base</i> ...	134
2.2. <i>Le décret du 31 mars 2003 (codifié aux articles R. 4451-1 et suivants du code du travail)</i>	135
2.3. <i>La loi du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire</i>	136
2.4. <i>L'arrêté du 7 février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base</i>	137
2.5. <i>La Directive 2014/87/Euratom du Conseil du 8 juillet 2014 modifiant la directive 2009/71/Euratom établissant un cadre communautaire pour la sûreté nucléaire des installations nucléaires</i>	140
2.6. <i>Les pratiques de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN)</i>	140
3. <i>Le contexte politique entourant la question de l'encadrement de la sous-traitance dans le domaine nucléaire</i>	142
3.1. <i>Les « évaluations complémentaires de sûreté » (post-Fukushima)</i> ...	142
3.2. <i>La demande du ministre chargé de l'Industrie relative à la politique de sous-traitance des grands exploitants nucléaires</i>	143
3.3. <i>Les travaux du Comité stratégique de la filière nucléaire (CSFN)</i> ...	143

3.4. <i>Le Comité d'orientation des facteurs sociaux, organisationnels et humains (COFSOH)</i>	145
4. Le renforcement de l'encadrement de la sous-traitance par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte.....	146
4.1. <i>L'article L. 593-6-1 du code de l'environnement</i>	146
4.2. <i>Le projet de décret</i>	147
5. Les problématiques juridiques.....	149
5.1. <i>L'encadrement et la limitation du recours à des prestataires et à la sous-traitance dans le domaine nucléaire constituent-ils une atteinte à la liberté d'entreprendre ?</i>	150
5.2. <i>L'encadrement du recours à des prestataires et à la sous-traitance ne se heurtent-ils pas aux exigences du droit du travail ?</i>	151
Conclusion.....	153
Fiscalité écologique et transition énergétique	155
par Laura JAEGER	
I. « Fiscalité écologique » et « transition énergétique » : les précisions terminologiques.....	155
A. <i>La définition de la « fiscalité écologique »</i>	155
B. <i>La définition de la « transition énergétique »</i>	159
II. La contribution de la fiscalité écologique à la transition énergétique.....	160
A. <i>L'effet de dissuasion portant sur tel comportement ou tel produit polluant</i>	161
B. <i>L'effet d'incitation à une action en faveur de la transition énergétique</i>	163